

1990

c E.12 Employers and Employees Act/Loi sur les employeurs et employés

Ontario

© Queen's Printer for Ontario, 1990

Follow this and additional works at: <http://digitalcommons.osgoode.yorku.ca/rso>

Bibliographic Citation

Employers and Employees Act, RSO 1990, c E.12 / *Loi sur les employeurs et employés*, SRO 1990, c E.12

Repository Citation

Ontario (1990) "c E.12 Employers and Employees Act/Loi sur les employeurs et employés," *Ontario: Revised Statutes*: Vol. 1990: Iss. 3, Article 41.

Available at: <http://digitalcommons.osgoode.yorku.ca/rso/vol1990/iss3/41>

CHAPTER E.12

Employers and Employees Act

Definition

1. In this Act, "wages" means wages or salary whether the employment in respect of which the same is payable is by time or by the job or piece or otherwise. ("salaire") R.S.O. 1980, c. 257, s. 1.

Limitation of voluntary contract of service

2. No voluntary contract of service or indenture is binding for longer than a term of nine years from the date thereof. R.S.O. 1980, c. 257, s. 2.

Agreement for share in profits of business

3.—(1) An agreement entered into by an employee and his or her employer under which a share of the profits of any trade, calling, business or employment is to be paid to the employee in lieu of or in addition to salary, wages or other remuneration, unless the agreement otherwise provides or a contrary intention may be reasonably inferred therefrom, does not,

(a) create any relation in the nature of a partnership or the rights or liabilities of partners; or

(b) give to the employee the right to examine into the accounts or interfere in the management or affairs of the trade, calling or business.

Employer's statement of profits to be final

(2) Any statement or return by the employer of the net profits of the trade, calling, business or employment on which the employer declares and appropriates the share of profits payable under such agreement is final and conclusive between the parties and all persons claiming under them, and is not impeachable upon any ground, except fraud. R.S.O. 1980, c. 257, s. 3, *revised*.

Complaints by employees for non-payment of wages

4.—(1) Upon the complaint on oath of an employee against his or her employer concerning any non-payment of wages a justice of the peace may summon the employer to appear at a reasonable time to be stated in the summons, and the justice or some other justice upon proof on oath of the personal service of the summons, or of its service as hereinafter authorized, shall examine into the matter of the complaint, whether or not the employer appears, and upon due proof of the cause of complaint the justice may discharge

CHAPITRE E.12

Loi sur les employeurs et employés

Définition

1 Dans la présente loi, «salaire» s'entend d'un salaire ou d'une rémunération, que l'emploi soit rémunéré à l'heure, à la tâche, à la pièce ou de toute autre façon. («wages») L.R.O. 1980, chap. 257, art. 1.

Contrat de service volontaire

2 Un contrat de service ou d'apprentissage volontaires ne peut lier les parties pour une période supérieure à neuf ans à compter de la date de sa conclusion. L.R.O. 1980, chap. 257, art. 2.

Convention

3 (1) La convention que conclut un employé avec son employeur, et qui prévoit, au lieu du salaire ou d'autre rémunération ou outre ceux-ci, qu'une partie des bénéfices provenant de l'exercice d'un commerce, d'un métier, d'une entreprise ou d'un emploi sera versée à l'employé, sauf si la convention comporte une disposition contraire ou qu'une intention contraire puisse être raisonnablement déduite de la convention :

a) ne crée pas de relation de la nature d'une société en nom collectif ni des droits ou des responsabilités propres aux associés;

b) n'accorde pas à l'employé le droit d'examiner les comptes ou de s'immiscer dans la gestion ou les activités du commerce, du métier ou de l'entreprise.

Déclaration de l'employeur

(2) Est définitif entre les parties et entre leurs ayants droit un état ou une déclaration que fait l'employeur des bénéfices nets du commerce, du métier, de l'entreprise ou de l'emploi et dans lequel il déclare et attribue la part des bénéfices à verser aux termes de la convention. L'état ou la déclaration est inattaquable sauf en cas de fraude. L.R.O. 1980, chap. 257, art. 3, *révisé*.

Plaintes des employés pour non-versement de salaire

4 (1) Si un employé dépose une plainte sous serment contre son employeur relativement au non-versement de son salaire, un juge de paix peut assigner à comparaître l'employeur, au moment raisonnable que précise l'assignation. Sur preuve sous serment de la signification à personne de l'assignation ou de sa signification de la manière ci-après autorisée, le juge de paix ou un autre juge de paix examine la plainte, que l'employeur soit présent ou non. Après que la preuve est établie du bien-fondé de la

the employee from the service or employment of the employer, and may direct the payment to him or her of any wages found to be due, not exceeding the sum of \$500 and the justice shall make such order as to him or her seems just and reasonable for the payment of such wages, with costs, and in case of the non-payment of the same, together with the costs, for the space of eight days after the order has been made the justice shall issue a warrant of distress for the levying of the wages, together with the costs of the order and of the distress.

Warrant for arrest

(2) Where the justice of the peace before whom a complaint is laid under this section is satisfied that the employer is about to leave Ontario, the justice of the peace may issue a warrant in Form 1, in English or French, for the arrest of the employer. R.S.O. 1980, c. 257, s. 4 (1, 2), *revised*.

Time within which proceedings may be taken

(3) A proceeding may be taken under this Act within six months after the engagement or employment has ceased, or within six months after the last instalment of wages under the agreement of hiring has become due, whichever last happens.

Work done in Ontario under agreement made out of Ontario

(4) A proceeding may be had for non-payment of wages in respect of service or labour performed in Ontario upon a verbal or written agreement or bargain made out of Ontario.

When master claims set-off

(5) Where the employer claims a set-off or makes a claim for unliquidated damages, the justice of the peace shall investigate the same and give judgment for the balance of wages, if any, due to the claimant after deducting the set-off or claim.

Limit of jurisdiction as to set-off

(6) The justice of the peace does not have jurisdiction to adjudicate upon a set-off or claim exceeding the claim for wages except to the extent of the wages. R.S.O. 1980, c. 257, s. 4 (4-7), *revised*.

Additional remedy in cases before provincial judge

5. Where the proceeding is taken before a provincial judge, and payment of wages is ordered by him or her to be made by the employer to the employee, and the same are not paid within the time limited by the order, the same proceeding may be taken by the person claiming the benefit of the order as may be taken by a party having an unsatisfied judgment or order in the Small Claims Court for the payment of any debt, damages or costs, as respects the examination of the judgment debtor touching the judgment debtor's estate and effects and means of discharging the liability, and the disposal the judgment debtor has made of any property,

plainte, le juge de paix peut libérer l'employé du service ou de l'emploi et ordonner que lui soit payé le salaire qui lui est dû, jusqu'à concurrence de 500 \$. À cette fin, le juge de paix rend l'ordonnance qu'il estime juste et raisonnable en vue de ce paiement et des dépens. Si l'ordonnance n'est pas observée dans les huit jours de la date où elle a été rendue, le juge de paix décerne un mandat de saisie-gagerie en vue de la perception du salaire ainsi que des dépens de l'ordonnance et ceux de la saisie-gagerie.

Mandat d'arrêt

(2) Si le juge de paix devant lequel une plainte est déposée en vertu du présent article est convaincu que l'employeur est sur le point de quitter l'Ontario, il peut décerner un mandat d'arrêt de l'employeur rédigé selon la formule 1 en français ou en anglais. L.R.O. 1980, chap. 257, par. 4 (1) et (2), *révisés*.

Délai

(3) Il peut être introduit une instance en vertu de la présente loi dans les six mois de la cessation de l'engagement ou de l'emploi, ou dans les six mois après que le dernier versement partiel du salaire est exigible aux termes de la convention d'engagement, selon la dernière de ces éventualités.

Convention conclue à l'extérieur de l'Ontario

(4) Il peut être introduit, en vertu d'une convention ou d'un marché conclu à l'extérieur de l'Ontario, que la convention ou le marché soit verbal ou par écrit, une instance pour le recouvrement du salaire non payé à l'égard de services rendus ou du travail effectué en Ontario.

Compensation

(5) Si l'employeur fait une demande en compensation ou en dommages-intérêts non déterminés, le juge de paix examine la demande et son jugement quant au solde du salaire, s'il en est, qui est dû à l'auteur de la demande après déduction du montant de la compensation ou des dommages-intérêts.

Compétence

(6) Le juge de paix n'a pas compétence pour statuer sur une demande en compensation ou en dommages-intérêts, sauf jusqu'à concurrence de ce salaire. L.R.O. 1980, chap. 257, par. 4 (4) à (7), *révisés*.

Autre recours

5 Si l'instance est introduite devant un juge provincial qui ordonne que l'employeur verse le salaire à l'employé, et que le salaire ne soit pas versé dans le délai imparti dans l'ordonnance, la personne qui réclame le bénéfice de l'ordonnance a les mêmes recours que peut exercer une partie bénéficiaire d'un jugement ou d'une ordonnance impayé de la Cour des petites créances pour le paiement d'une dette, de dommages-intérêts ou de dépens, à l'égard de l'interrogatoire du débiteur en vertu d'un jugement en ce qui concerne son patrimoine et ses effets, les moyens dont il dispose pour se libérer de ses dettes et les aliénations de biens faites

and the provincial judge has the like power and authority to enforce payment of the debt as are possessed by a judge of the Small Claims Court in like cases, and the practice and procedure thereon shall be the same as nearly as may be and have the same effect as in the Small Claims Court. R.S.O. 1980, c. 257, s. 5, *revised*.

6. Subject to section 8, the provincial judge may name in the order for payment of wages such time, not exceeding twenty-one days, as to him or her may seem just and reasonable for the payment of the same and costs, and in case of non-payment within such time the complainant is entitled to take forthwith the proceeding for enforcing payment herein provided. R.S.O. 1980, c. 257, s. 6.

7. Where an order is made under this Act by a provincial judge for the payment of money, such order may be proceeded upon and enforced in the manner provided by section 787 of the *Criminal Code* (Canada) and it applies as if it were set out and enacted herein. R.S.O. 1980, c. 257, s. 7.

8.—(1) In the case of wages due to any person in respect of services supplied to an improvement within the meaning of the *Construction Lien Act*, the jurisdiction of a provincial judge under this Act extends to wages for thirty days, or for a balance equal to the wages for thirty days, though the same or the balance thereof exceed the sum of \$400. R.S.O. 1980, c. 257, s. 8 (1), *revised*.

(2) Where no specific rate of wages has been expressly agreed to between the parties, the provincial judge may order payment of the wages, reckoning the amount thereof according to the current rate of wages in like cases, or according to what may appear to be a just and reasonable allowance. R.S.O. 1980, c. 257, s. 8 (2).

(3) The order shall direct payment of the wages to be made forthwith, and a warrant of distress shall be issued accordingly, unless the employer takes oath, and the provincial judge believes, that the employer is unable to make the payment forthwith, and expects to be able to pay and intends to pay the same within the time given, and unless also the provincial judge considers the proposed delay to be under the circumstances reasonable, and the provincial judge, if he or she sees fit, may order security to be given as a condition of delay.

(4) In case of an adjournment at the instance of the employer the same shall be

par le débiteur. Le juge provincial est investi du même pouvoir et a la même autorité pour faire exécuter le paiement de la dette, dont jouit un juge de la Cour des petites créances dans des cas semblables. La pratique et la procédure suivies dans ce cas sont semblables, dans toute la mesure du possible, à celles suivies à la Cour des petites créances, et elles ont le même effet. L.R.O. 1980, chap. 257, art. 5, *révisé*.

6 Sous réserve de l'article 8, le juge provincial peut impartir, dans l'ordonnance de paiement du salaire, le délai de paiement du salaire et des dépens, qu'il estime juste et raisonnable, et qui ne dépasse pas vingt et un jours. Si le paiement n'est pas effectué dans le délai imparti, le plaignant a le droit d'exercer sans délai les recours prévus par la présente loi. L.R.O. 1980, chap. 257, art. 6.

7 Si un juge provincial rend une ordonnance de paiement en vertu de la présente loi, il peut être donné suite à cette ordonnance, et celle-ci peut être exécutée, de la manière prévue à l'article 787 du *Code criminel* (Canada) qui s'applique comme s'il était énoncé et adopté par la présente loi. L.R.O. 1980, chap. 257, art. 7.

8 (1) En ce qui concerne le salaire dû à une personne à l'égard de services rendus pour des améliorations au sens de la *Loi sur le privilège dans l'industrie de la construction*, la compétence aux termes de la présente loi d'un juge provincial s'étend à un salaire de trente jours ou au solde égal à un salaire de trente jours, même si ce montant ou ce solde est supérieur à 400 \$. L.R.O. 1980, chap. 257, par. 8 (1), *révisé*.

(2) Si le taux de salaire n'a pas été expressément convenu entre les parties, le juge provincial peut ordonner le paiement du salaire après en avoir calculé le montant conformément au taux actuel des salaires ayant cours en pareils cas, ou selon ce qui lui paraît juste dans les circonstances. L.R.O. 1980, chap. 257, par. 8 (2).

(3) L'ordonnance prescrit que le paiement du salaire soit effectué sans délai. À cette fin, un mandat de saisie-gagerie est décerné à moins que l'employeur ne déclare sous serment que, tout en étant incapable d'effectuer le paiement sans délai, il s'attend à pouvoir payer et se propose de payer dans le délai imparti et à moins que le juge provincial n'accorde foi à ces déclarations et n'estime, en outre, que le délai supplémentaire proposé soit raisonnable dans les circonstances. S'il le considère juste, le juge provincial peut ordonner que le délai supplémentaire soit subordonné au dépôt d'une garantie.

(4) L'ajournement demandé par l'employeur est accordé à condition que soient

Délai imparti

Ordonnance du juge provincial

Compétence d'un juge provincial

Salaire non précisé

Ordonnances de paiement

Ajournement demandé par l'employeur

Limit of time for payment

Procedure upon order of provincial judge

Jurisdiction of provincial judges

Where no specific rate of wages agreed on

Order for payment of wages, enforcing

Adjournment at instance of employer

on payment for the claimant's time in attending the court, the amount to be fixed by the provincial judge, and such payment shall be made forthwith unless the provincial judge sees reason for dispensing with immediate payment.

Enforcement
in Small
Claims Court

(5) The order for payment may be filed in the Small Claims Court, and on such filing the order becomes a judgment of the Small Claims Court and may be enforced as a judgment of that court. R.S.O. 1980, c. 257, s. 8 (3-5), *revised*.

Service of
summons,
etc.

9.—(1) Every summons issued under this Act against an individual, firm or corporation, and every subsequent paper or process in the action or proceeding in which the summons has been issued may be served, except in the cases provided for by subsection (2), upon the person to whom it is directed either by delivering it personally or, if the person cannot be found conveniently, by leaving the same for the person at any place where such individual, firm or corporation carries on business with some adult person employed in the office or place of business of such person. R.S.O. 1980, c. 257, s. 9 (1), *revised*.

Service on
certain
public
companies

(2) In cases against railway, telegraph, telephone or express companies every such summons and other papers may be served on any agent of the company whose office or place of business as such agent is within Ontario, and for the purposes of this section the word "agent" includes,

- (a) in the case of a railway company, a station master having charge of a station belonging to the company;
- (b) in the case of a telegraph company, a person having charge of a telegraph office belonging to the company;
- (c) in the case of a telephone company, a person having charge of a telephone office belonging to the company; and
- (d) in the case of an express company, a person having charge of an express office belonging to the company.

Effect of
service under
this section

(3) Service as authorized by this section has the same effect as personal service. R.S.O. 1980, c. 257, s. 9 (2, 3).

Appeal

10.—(1) An appeal from an order for the payment of wages, or order of dismissal from service or employment, or against any decision of any justice of the peace or provincial judge under this Act shall be made to the Ontario Court (General Division) and in case of dismissal of the appeal, or affirmation of the order or decision, the court appealed to shall enforce the order for payment of wages

remboursées au réclamant les sommes que sa présence devant le tribunal lui a fait déboursier. Le juge provincial fixe le montant de ces sommes dont le paiement s'effectue sans délai, sauf si le juge provincial estime qu'un paiement immédiat n'est pas indispensable.

(5) L'ordonnance de paiement peut être déposée à la Cour des petites créances et dès son dépôt, l'ordonnance devient un jugement de la Cour des petites créances et peut être exécuté en tant que tel. L.R.O. 1980, chap. 257, par. 8 (3) à (5), *révisés*.

Exécution en
Cour des
petites
créances

9 (1) À l'exception des cas prévus au paragraphe (2), l'assignation délivrée aux termes de la présente loi à l'intention d'un particulier, d'une firme ou d'une personne morale, ainsi que tout document ou acte de procédure ultérieur rédigé dans le cadre de l'instance ou de l'action relativement à laquelle l'assignation a été délivrée, peut être signifiée au destinataire, soit par remise à personne, soit, si le destinataire ne peut être trouvé facilement, en la laissant à une personne adulte qui est employée au bureau ou à l'établissement du destinataire. L.R.O. 1980, chap. 257, par. 9 (1), *révisé*.

Signification
de l'assigna-
tion

(2) Dans des instances introduites contre des compagnies de chemins de fer, de télégraphe, de téléphone ou de messagerie, les assignations et autres documents peuvent être signifiés à un mandataire de la compagnie, dont le bureau ou l'établissement est situé en Ontario. Pour l'application du présent article, «mandataire» s'entend notamment :

Signification à
certaines
compagnies
ouvertes

- a) d'un chef de gare responsable de la gare dont est propriétaire la compagnie de chemins de fer;
- b) de la personne responsable d'un bureau de télégraphe dont est propriétaire la compagnie de télégraphe;
- c) de la personne responsable d'un bureau de téléphone dont est propriétaire la compagnie de téléphone;
- d) de la personne responsable d'un bureau de messagerie dont est propriétaire la compagnie de messagerie.

(3) La signification autorisée par le présent article a le même effet que la signification à personne. L.R.O. 1980, chap. 257, par. 9 (2) et (3).

Effet de la
signification

10 (1) L'appel d'une ordonnance de paiement de salaire ou d'une ordonnance de libération ou d'une décision d'un juge de paix ou d'un juge provincial rendue en vertu de la présente loi est interjeté devant la Cour de l'Ontario (Division générale). Si l'appel est rejeté ou que l'ordonnance ou la décision est confirmée, le tribunal saisi de l'appel fait exécuter l'ordonnance de paiement du salaire

Appel

or of dismissal, and for the payment of the costs awarded, and shall, if necessary, issue process for carrying such judgment into effect. R.S.O. 1980, c. 257, s. 10 (1); 1989, c. 56, s. 28 (1).

Idem

(2) The appeal shall be taken within the time and as nearly as may be, in the manner provided by the *Provincial Offences Act* as to appeals to the Ontario Court (General Division), and the proceedings upon and incidental to the appeal and subsequent thereto shall, except as provided by subsection (1) and by section 11, be the same as nearly as may be, as in the case of an appeal under the *Provincial Offences Act*. R.S.O. 1980, c. 257, s. 10 (2), *revised*.

Contracts
waiving
application
of Act to be
void

11.—(1) Every agreement or bargain, verbal or written, expressed or implied, on the part of any person employed in manual labour whereby it is agreed that this Act shall not apply, or that the remedies hereby provided shall not be available for the benefit of any person entering into such agreement, is void. R.S.O. 1980, c. 257, s. 12 (1), *revised*.

Section not
to apply to
certain
persons

(2) This section does not apply to any manager, officer or superintendent. R.S.O. 1980, c. 257, s. 12 (2).

FORM 1

Employers and Employees Act

(Section 4 (2))

WARRANT TO ARREST

Province of Ontario)
of)

To the Peace Officers in the said

Whereas a complaint has been made against
of under the *Employers and Employees Act*; and
whereas I am satisfied that the said is about to
leave Ontario;

This is therefore to command you, in Her Majesty's name, forthwith to arrest the said
and bring him or her before
to be dealt with according to law.

DATED at, this day of, 19

Justice of the Peace

R.S.O. 1980, c. 257, Form 1, *revised*.

ou l'ordonnance de libération ainsi que le paiement des dépens adjugés et si cela s'avère nécessaire, le tribunal délivre un bref pour faire exécuter ce jugement. L.R.O. 1980, chap. 257, par. 10 (1); 1989, chap. 56, par. 28 (1).

Idem

(2) L'appel est interjeté dans le délai d'appel que prévoit la *Loi sur les infractions provinciales* pour les appels devant la Cour de l'Ontario (Division générale) et est mené d'une manière qui se rapproche le plus possible de celle que cette loi prévoit pour de tels appels. Sauf disposition contraire du paragraphe (1) et de l'article 11, la procédure d'appel, ainsi que celle qui y est accessoire ou postérieure est, dans la mesure du possible, la même que pour les appels interjetés en vertu de la *Loi sur les infractions provinciales*. L.R.O. 1980, chap. 257, par. 10 (2), *révisé*.

11 (1) Les conventions ou marchés oraux ou écrits, explicites ou implicites, que concluent des personnes qui sont employées à un type de travail manuel, et qui prévoient que la présente loi ne s'appliquera pas ou que quiconque conclut une telle convention ne peut exercer les recours prévus par la présente loi, sont nuls. L.R.O. 1980, chap. 257, par. 12 (1), *révisé*.

Nullité de
certaines
ententes

(2) Le présent article ne s'applique pas à un gérant, à un dirigeant ou à un superviseur. L.R.O. 1980, chap. 257, par. 12 (2).

Non-
application du
présent article

FORMULE 1

Loi sur les employeurs et employés

(Paragraphe 4 (2))

MANDAT D'ARRÊT

Province de l'Ontario)
de)

Aux agents de la paix de

Attendu qu'une plainte a été déposée contre
de en vertu de la *Loi sur les employeurs et employés*; et attendu que je suis convaincu(e) que
est sur le point de quitter l'Ontario;

Pour ce motif, ordre vous est donné, au nom de Sa Majesté, de procéder sans délai à l'arrestation de
et de l'amener devant pour être traité selon la loi.

FAIT à le 19

Juge de paix

L.R.O. 1980, chap. 257, formule 1, *révisée*.